



Commerce des produits animaux

Les allégations selon lesquelles que les pays en développement ont tout à perdre de la mondialisation économique ont "probablement été excessives", peut-on lire dans une nouvelle étude de la FAO. Commanditée par notre Division de la production et de la santé animales, l'étude s'intéresse aux tendances actuelles du commerce mondial des animaux d'élevage et des produits animaux et formule des recommandations à l'intention des pays en développement qui se trouvent aux prises avec la libéralisation des échanges et les nouveaux contrôles sanitaires. L'une des recommandations clé est de soutenir les mesures approuvées par l'Organisation mondiale du commerce visant à favoriser le libre échange et à réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires.

Le commerce international des animaux d'élevage et des produits animaux est un secteur d'une importance considérable dont la valeur représente environ un sixième de l'ensemble du commerce agricole. Les exportations de viande - essentiellement de bovins, de porcins et de volaille - comptent pour environ la moitié de la valeur totale. Les pays développés, pris en tant que groupe, contribuent pour plus des trois quart au commerce mondial des animaux et des produits animaux, tandis que les pays en développement, en tant que groupe, sont des importateurs nets, les produits laitiers constituant le poste le plus important. Dans le même temps la consommation d'animaux d'élevage et de produits animaux augmente rapidement dans les pays en développement, ce qui ouvre de nouveaux débouchés pour les exportateurs et pour les producteurs nationaux.

Dans ce contexte, "l'évolution du cadre institutionnel" du commerce mondial, centrée sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a des implications majeures pour les pays en développement. Conformément à l'Accord sur l'agriculture, signé en 1994, et à la Déclaration de Doha de novembre 2001, les Etats membres de l'OMC se sont engagés à réduire les subventions à l'exportation et les aides agricoles aux producteurs nationaux, et à améliorer l'accès aux importations par la suppression des quotas et la réduction des droits de douane. (Les pays les moins avancés - PMA - sont exemptés des engagements de réduction, mais doivent convertir les obstacles non tarifaires en tarifs douaniers et ne peuvent pas augmenter le soutien interne à l'agriculture au-delà du niveau de la période 1986-88.) En outre, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires [Accord SPS], arrêté définitivement



avec l'établissement de l'OMC, cherche à garantir que les réglementations en matière de quarantaine ne sont pas utilisées pour protéger les producteurs nationaux en demandant aux Etats Membres d'adopter des mesures zoosanitaires convenues au niveau international et scientifiquement justifiées.

Avantages pour tous. L'étude de la FAO, *Trade in livestock and livestock products*, estime que cette libéralisation des échanges sera avantageuse pour les contribuables et les consommateurs dans les économies qui ont un niveau élevé de protection agricole ainsi que pour les "producteurs efficaces dans le monde". La croissance économique qui en résultera devrait profiter à tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, même si la croissance de la demande mondiale entraînera une légère hausse des prix. "Ce sont les producteurs dans les principaux pays exportateurs et leurs gouvernements qui retireront les plus grands avantages grâce à la réduction des dépenses consacrées aux mesures de soutien" prévoit l'étude. "La grande partie des avantages et des économies reviendra aux pays développés car ce sont qui contribuent le plus aux exportations mondiales et certains appliquent actuellement les niveaux les plus élevés de protection."

Certains PMA devraient tirer profit de cette situation - la région du Sahel en Afrique, en particulier, peut avoir quelque "avantage comparatif limité" dans l'élevage de ruminants et la production connexe de cuirs et de peaux - mais estime l'étude "il est douteux que les pays à faible revenu [PFR] puissent soutenir la concurrence sur

les marchés mondiaux des pays à revenus moyens ou élevés producteurs de viande de boeuf." Dans l'ensemble les PFR, et en réalité les pays en développement en général, sont et resteront dans un avenir prévisible importateurs nets d'animaux d'élevage et de produits animaux, en particulier de produits laitiers et de chair de volaille.

Malgré cette dépendance accrue vis-à-vis des importations de produits animaux et d'autres produits agricoles, l'étude constate que les pays en développement devraient ("au moins en théorie") avoir un avantage comparatif dans la production de quelques autres produits: "Ils devraient tirer profit de la plus grande liberté des échanges en important des produits à un coût inférieur à celui de la production interne et en exportant à un prix supérieur à celui obtenu sur le marché national."

Les pays développés et les pays en développement devraient promouvoir le libre-échange et réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires, le cas échéant, recommande l'étude. "Certains des critiques quant aux buts [de l'OMC] ne vont pas dans la bonne direction," dit-elle. "Ceux qui critiquent la mondialisation laissent entendre que les pays en développement perdront de leur autosuffisance et accroîtront leur dépendance vis-à-vis d'autres pays, et que le commerce sera concentré dans les mains de sociétés transnationales. On a probablement exagéré l'ampleur de ces dangers."

L'affirmation que le libre échange favorise la spécialisation et décourage l'autosuffisance agricole est peut-être vraie, en partie, mais les inconvénients doivent être évalués par rapport aux gains en revenu national et en bien-être social. "Dans tous les cas," poursuit l'étude, "il est peu vraisemblable que l'expansion du commerce débouche sur une spécialisation totale et sur la fin de la production pour le marché intérieur. L'argument selon lequel les pays développés les plus riches maintiennent leurs obstacles au commerce, tandis que les pays en développement ont réduit les leurs, ne fait que conforter les activités de l'OMC visant à réduire tous les obstacles au commerce." L'étude admet toutefois que le respect des règles et obligations de l'OMC et la préparation des dossiers juridiques en cas de conflit commercial pèsent lourdement sur les ressources des pays à faible revenu. L'aide bilatérale et multilatérale, tant technique que financière, "est définitivement une nécessité".

En ce qui concerne le risque d'une hausse des prix des produits alimentaires consécutive à la réduction des obstacles au commerce, l'étude est optimiste: "Le coût des importations augmentera pour les pays en développement, mais incitera les producteurs nationaux à augmenter la production." En outre, les autres secteurs des économies en développement peuvent tirer profit des nouveaux débouchés commerciaux. Les pays en développement auraient donc intérêt à persuader les pays développés de réduire l'aide qu'ils apportent à leurs propres producteurs agricoles et de réduire les obstacles au commerce.

Coûts de la conformité. En ce qui concerne l'Accord SPS, l'étude reconnaît que de nombreux pays en développement ont des difficultés à respecter les normes SPS internationales, étant donné le faible niveau de leurs exportations, leur plus grande vulnérabilité aux épidémies et aux infestations par des parasites, et à l'insuffisance des services de santé publique et des services vétérinaires. "Il faut admettre que le Code zoosanitaire de l'OIE, sur lequel reposent les mesures zoosanitaires, contient de nombreuses recommandations que les pays les moins avancés ont beaucoup de mal à observer" constate l'étude. "Le Code a été rédigé essentiellement pour protéger la santé des animaux d'élevage dans les pays développés." Le coût de la conformité aux normes internationales "pouvant être prohibitif", l'étude recommande d'apporter un soutien technique et financier aux pays en développement afin de les aider à se conformer aux dispositions SPS et à participer à l'élaboration des normes.

Cependant, même s'ils arrivent à se conformer aux dispositions SPS requises, certains pays auront toujours du mal à être concurrentiels sur les marchés du monde développé - aussi, pour ces pays "l'effet le plus important du renforcement des normes SPS est peut-être l'amélioration de la santé humaine, animale et végétale au niveau national".